N° 82 – Septembre 2026

Matr'en cause



Rond-point de l'école

MATRAN

Le mot du Syndic



Chères Matranaises,
Chers Matranais,

En cette fin d'été, nous revenons déjà vers vous avec une édition spéciale du Matr'en cause, accompagnée de l'invitation à participer à une Assemblée communale extraordinaire qui se tiendra le lundi 7 septembre prochain.

La convocation de cette Assemblée est motivée par deux dossiers qui nécessitent un nouveau vote de la population.

Le premier concerne la création de la nouvelle association de communes « Arcia Région culturelle ». Les statuts de cette association n'ont pas pu entrer en vigueur comme prévu, une commune du district de la Sarine ayant refusé de les adopter. Afin de permettre à cette nouvelle structure de voir le jour, ces statuts doivent désormais être soumis une nouvelle fois au législatif de l'ensemble des communes intéressées.

Le second dossier porte sur le projet de valorisation de la parcelle de l'ancienne école, à la Route de la Forge. À la suite d'un recours déposé par un citoyen contre la décision prise par l'Assemblée communale du 23 juin dernier, recours auquel a été accordé l'effet suspensif, il est nécessaire de vous soumettre à nouveau cet objet.

Dans les pages qui suivent, vous trouverez des informations détaillées sur l'évolution de ces deux dossiers ainsi que sur les raisons qui conduisent le Conseil communal à solliciter une nouvelle décision de votre part.

Je vous invite cordialement à participer à cette Assemblée communale extraordinaire du 7 septembre. Votre présence et votre participation sont essentielles afin de permettre la création de l'Association «Arcia Région culturelle» et de confirmer notre volonté de valoriser, de manière réfléchie, la parcelle de l'ancienne école, dans l'intérêt de l'ensemble des habitantes et des habitants de Matran ainsi que de notre région.

François Butty, Syndic

Assemblée communale du 7 septembre 2026 convocation en page 3

Sommaire

Le mot du Syndic 1

Sommaire 2

Convocation à l'Assemblée communale 3

Adoption des statuts de la nouvelle association de commune "Arcia Région culturelle" 4-6

Investissement du patrimoine financier : rénovation/transformation de l'ancienne école en deux appartements et construction d'un nouveau bâtiment avec logements et cabinet médical 7-11

Cueillette des champignons 11

Fête du 1er août à Matran 12

Impressum

Matr'en cause
Parution 2-3 fois par année
Case postale
1753 Matran

Editeur:
Commune de Matran

Coordination:
Administration communale :
Mireille Mauron

Photos:
Commune de Matran

Impression:
media f imprimerie SA
1700 Fribourg

Tirage:
1100 exemplaires

Prochaine parution:
Décembre 2026

Administration communale Tél. 026 402 12 12
Rte de l'Ecole 6
Case postale
1753 Matran

E-mail: commune@matran.ch
Site Internet: www.matran.ch

Convocation à l'Assemblée communale

Les citoyennes et citoyens de la commune de Matran sont convoqués à l'Assemblée communale extraordinaire du

lundi 7 septembre 2026 à 20 h 00 à la halle de gym de Matran

Tractanda:

1. Procès-verbal de l'Assemblée communale du 23 juin 2026[1] (ce PV ne sera pas lu; il peut être consulté en ligne sur notre site Internet : www.matran.ch ou commandé au bureau communal).
2. Adoption des statuts de la nouvelle association de communes « Arcia Région culturelle ».
3. Investissement du patrimoine financier : rénovation/transformation de l'ancienne école en deux appartements et construction d'un nouveau bâtiment avec logements et cabinet médical.
4. Informations du Conseil communal.
5. Divers.

Le Conseil communal

[1] Les documents sont disponibles sur notre site Internet www.matran.ch ou peuvent également être obtenus auprès de l'administration communale.



Adoption des statuts de la nouvelle association de communes "Arcia Région culturelle"

Le 23 avril de cette année, nous vous soumettions pour adoption les statuts de la nouvelle Association de communes "Arcia Région culturelle". C'est à l'unanimité des participants à l'Assemblée communale que Matran avait adopté ces statuts. Ils l'ont également été par l'ensemble des communes du district de la Sarine… sauf une. Cette unique décision négative empêche aujourd'hui la création formelle de cette association, appelée à reprendre et à développer le soutien à la culture régionale jusqu'ici assuré par l'Agglo. Afin de permettre son entrée en fonction au début 2027, les statuts doivent être soumis une nouvelle fois à l'ensemble des législatifs des communes intéressées.

De quoi s'agit-il ?

A la suite de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les agglomérations le 1er janvier 2021, l'Agglomération de Fribourg (Agglo) a été dissoute et ses tâches sont reprises par d'autres entités. Arcia Région culturelle, imaginée par un Comité de pilotage présidé par la Préfète de la Sarine, a pour but de reprendre les tâches liées à la promotion culturelle ainsi que les missions de Coriolis Infrastructures, afin de créer une entité dédiée à la culture régionale.

En 2024, l'Agglo et Coriolis ce fut ...

- 5,2 millions de francs pour la culture régionale;
- 74 entreprises culturelles régionales soutenues ;
- Des soutiens aux associations et fondations, aux infrastructures culturelles et à la politique culturelle régionale.

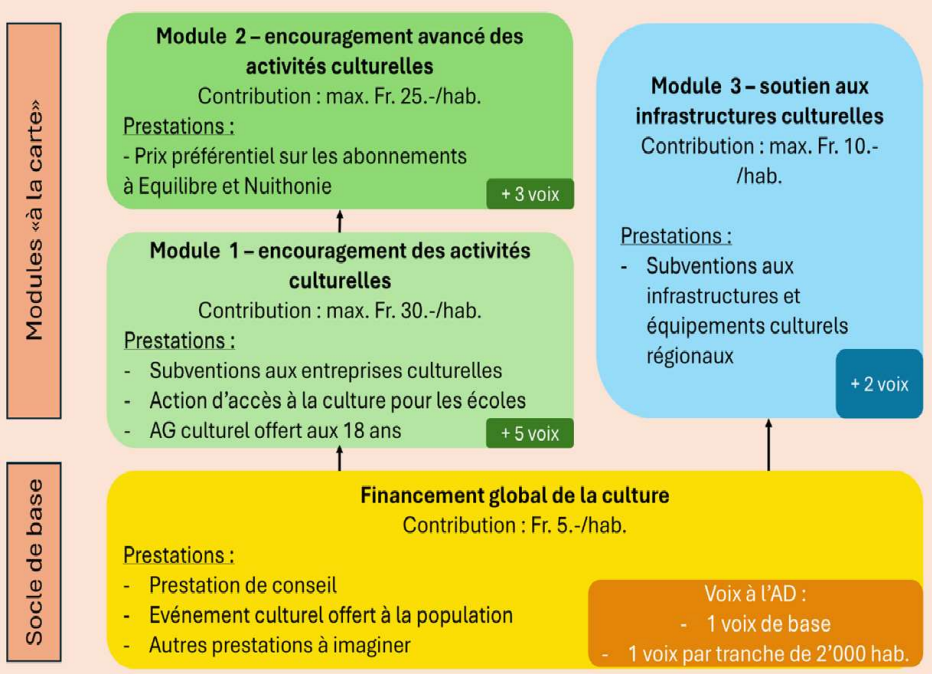
Principe de la Région culturelle

Arcia Région culturelle est une association de communes au sens des articles 109 ss de la LCo.

Buts statutaires :

- définir une stratégie et des objectifs culturels régionaux, et assurer leur mise en œuvre ;
- encourager, dans la mesure où elles sont d'importance régionale, les activités culturelles, l'émergence artistique ainsi que l'accès et la participation culturelle ;
- soutenir les infrastructures culturelles d'importance régionale ;
- assurer l'exploitation, par le biais de la Fondation Équilibre et Nuithonie, des théâtres Équilibre et Nuithonie dans la vision de la stratégie et des objectifs culturels régionaux ;
- participer à l'élaboration et au développement de la stratégie culturelle coordonnée fribourgeoise, conformément aux dispositions de la LEAC.

Une adhésion à la carte, selon les modules suivants :



Chaque module donne accès à des prestations spécifiques et renforce la participation de la commune dans la gouvernance de l'association.

Particularités des statuts

Liens avec la future loi sur l'encouragement des activités culturelles (LEAC)

Afin de garantir la cohérence avec la future LEAC, les missions et responsabilités des régions culturelles qui y sont définies sont reprises, de même que la terminologie employée. L'association est ainsi éligible comme « région culturelle » au sens de la LEAC.

Particularités des organes

Comité de direction (Comité) : composé de 9 à 11 membres, il comprend de droit un représentant de chaque commune souscrivant à l'ensemble des modules. Les membres complémentaires sont désignés en veillant à une représentation régionale équitable.

Assemblée des délégués (AD) : pour chaque commune, le nombre de voix est déterminé selon sa population et son engagement : une voix de base, une voix par tranche de 2'000 habitants, ainsi qu'un nombre de voix lié aux contributions complémentaires (cinq, trois ou deux, selon le module).

Commissions : une commission culturelle et une commission pour les infrastructures. Elles sont dépolitisées et présidées par l'un de leurs membres. Le coordinateur régional en assure le secrétariat et le suivi. Leurs membres proviennent du milieu culturel et de toute discipline jugée pertinente.

Coordinateur régional de la culture : responsable de la gestion de l'association, de la coordination administrative et du déploiement de la stratégie culturelle régionale. Il représente l'association auprès des tiers.

Présidence : par principe, l'AD désigne la présidence parmi les membres du Comité. Elle peut toutefois élire une personne tierce (qui n'est pas membre d'un Conseil communal) ; dans ce cas, celle-ci dispose d'une voix consultative uniquement.

Le missionnement

Par le biais de contrats et de subventions, l'association peut se lier à des entreprises culturelles afin de définir des objectifs politiques et culturels, tout en clarifiant les attentes et en sécurisant les financements.

Suite page 6

Les bénéficiaires

De manière générale, les bénéficiaires des prestations sont toujours établis (siège ou domicile) dans l'une des communes finançant le module concerné.

Cas particulier : la Fondation Équilibre et Nuithonie (FEN)

La FEN fait l'objet d'un article spécifique en raison de son historique (la FEN étant le fruit direct d'une volonté collective de communes) et de sa reconnaissance suprarégionale. Le financement de ses infrastructures est assuré par la région et encadré par un mandat de prestation.

La situation particulière de Matran

La commune de Matran participe déjà aujourd'hui au financement de la culture régionale en étant membre à la fois de l'Agglomération de Fribourg et de Coriolis infrastructures.

La participation financière actuelle correspond à l'ensemble des modules proposés dans Arcia Région culturelle.

Dans ces conditions, le Conseil communal estime qu'il serait cohérent que Matran adhère pleinement à la nouvelle structure et souscrive l'ensemble des modules proposés. Cette option présente plusieurs avantages importants :

- elle garantit que la contribution financière communale reste comparable à celle déjà versée aujourd'hui ;
- elle participe à assurer l'accès à une offre culturelle variée et de qualité dans la région ;
- elle permet de maintenir le soutien régional aux acteurs et institutions culturelles liés à notre commune tout en offrant davantage de contre-prestations culturelles (tarif préférentiel, action d'accès à la culture pour nos classes, AG culturel offert aux jeunes de 18 ans, …) ;
- elle assure à la commune de Matran une représentation renforcée au sein de l'Assemblée des délégués et garantit un siège au comité de direction.

Une opportunité pour Matran et pour la culture régionale

La commune de Matran soutient déjà aujourd'hui la culture régionale à travers l'Agglomération de Fribourg et Coriolis Infrastructures, pour un montant par habitant équivalent à l'ensemble des modules proposés. En rejoignant pleinement Arcia Région culturelle, nous pourrons maintenir cet engagement tout en offrant davantage d'opportunités culturelles et de soutiens aux acteurs culturels liés à notre commune.

Le Conseil communal est convaincu qu'il s'agit d'un choix cohérent et porteur d'avenir pour que la culture continue de faire vivre, rayonner et rassembler notre région. C'est pourquoi il vous invite à les adopter à nouveau.

Simon Gabaglio, Conseiller communal





Investissement du patrimoine financier : rénovation /transformation de l'ancienne école en deux appartements et construction d'un nouveau bâtiment avec logements et cabinet médical

Cet objet vous a déjà été présenté lors de l'Assemblée communale le 23 juin dernier. Il a été accepté à près de 80%, par 95 pour, 25 voix contre, et 5 abstentions.

Par la suite, un recours assorti de l'effet suspensif a été déposé par un citoyen contre la décision prise par l'Assemblée. Ce recours ne porte pas sur le fond du projet, mais sur la formulation du point du tractanda.

En effet, l'intitulé adopté par le Conseil communal plusieurs semaines avant l'Assemblée mentionnait une « Modification du budget de résultats 2026 relative à la rénovation / transformation de l'ancienne école en deux appartements et construction d'un nouveau bâtiment comprenant deux logements et un cabinet médical de groupe pour 4 médecins généralistes sur la parcelle communale RF 22 – principe, financement et préavis de la commission financière ».

Or, sur la base d'une recommandation insistante et de dernière minute du Service des communes, il est apparu que cette formulation devait être modifiée.

Le délai ne permettant plus de diffuser un nouvel ordre du jour, cette rectification de forme a été annoncée en ouverture de l'Assemblée. Il ne s'agissait pas d'une modification du budget de résultats 2026, mais d'un investissement du patrimoine financier portant sur ce même projet.

Bien qu'un citoyen présent ait demandé le retrait de ce point de l'ordre du jour en raison de cette correction de forme, le débat sur le fond du projet a eu lieu et, par vote à bulletin secret, l'investissement du patrimoine financier, à savoir le projet de l'ancienne école, a été accepté à une très forte majorité.

Le recourant, qui n'était pas personnellement présent lors de l'Assemblée, évoque expressément un intérêt particulier à ce que la décision prise le 23 juin soit annulée afin qu'il soit procédé à un nouveau vote démocratique, arguant que le changement d'intitulé n'a pas été soumis à l'ensemble des citoyens actifs, ceci ayant selon lui sans aucun doute influencé l'issue du vote.

Suite page 8

Dans un souci de sécurité juridique et afin d'éviter dans la mesure du possible que cette procédure ne retarde inutilement un projet important pour notre Commune, le Conseil communal vous propose de vous prononcer à nouveau sur cet objet.

De quoi parle-t-on ?

Du point technique et sur le principe

Le 7 mai 2025, l'Assemblée a accordé au Conseil communal un crédit d'étude de CHF 310'000.- afin d'analyser en détail la faisabilité du projet de valorisation de la parcelle communale RF22 et de revenir à l'Assemblée avec un dossier complet, techniquement abouti et financièrement consolidé. L'Assemblée avait alors demandé au Conseil communal de vérifier si ce projet était réalisable, s'il répondait à un besoin réel et s'il pouvait être assumé financièrement par la Commune.

Aujourd'hui, nous ne vous présentons plus une idée ou une intention. Nous vous présentons un projet concret, mûri pendant plus d'une année, qui répond à un besoin réel de la population et qui peut être réalisé dans des conditions financières maîtrisées.

1. Retour à l'origine du projet

La parcelle RF22 accueille l'ancienne école de Matran, bâtiment protégé inscrit à l'inventaire des biens culturels du canton de Fribourg. Depuis de nombreuses années, ce bien communal est sous-utilisé et se dégrade progressivement malgré les efforts d'entretien réalisés. Le Conseil communal a estimé qu'il était temps de donner une nouvelle vie à ce site emblématique de notre village tout en répondant à plusieurs besoins importants pour la population.

Le projet qui vous est soumis prévoit :

- la rénovation et la transformation de l'ancienne école en deux appartements de 3,5 pièces;
- la construction d'un nouveau bâtiment comprenant un cabinet médical de groupe pour quatre médecins généralistes au rez-de-chaussée;
- la réalisation de deux appartements de 4,5 pièces à l'étage.





Mais avant de parler de bâtiments et de chiffres, il y a lieu d'aborder ce qui constitue probablement l'élément le plus important de ce projet : la santé de proximité et le service à la population.

2. Un besoin médical devenu essentiel

Aujourd'hui, trouver un médecin de famille devient de plus en plus difficile. Ce constat n'est pas une impression. Il est partagé par les autorités sanitaires, les universités et les organisations professionnelles. Le canton de Fribourg fait partie des cantons particulièrement concernés par cette problématique. Alors que la moyenne suisse compte près de 460 médecins pour 100'000 habitants, le canton de Fribourg n'en compte qu'environ 300. Notre canton se situe ainsi nettement en dessous de la moyenne nationale en matière de densité médicale.

La situation est encore plus préoccupante lorsqu'on s'intéresse spécifiquement à la médecine de famille. Plusieurs études montrent que la médecine de premier recours fait face à une pénurie croissante dans toute la Suisse et que le canton de Fribourg figure parmi les régions particulièrement sous-dotées.

À cette situation s'ajoute un autre défi majeur : une

part importante des médecins de famille actuellement en activité atteindra l'âge de la retraite au cours des dix prochaines années. Selon les estimations, près de 40 % des médecins de premier recours devront être remplacés d'ici 2035. Parallèlement, les jeunes médecins n'exercent plus leur profession de la même manière que leurs prédécesseurs. Ils privilégient aujourd'hui très largement les cabinets de groupe, qui permettent de partager les infrastructures, les tâches administratives, les gardes et les remplacements tout en offrant une meilleure qualité de vie professionnelle. Cette évolution est aujourd'hui une réalité partout en Suisse.

Parallèlement, notre Commune poursuit son développement. Matran compte aujourd'hui plus de 2'000 habitants et dépassera vraisemblablement les 2'500 habitants dans les prochaines années. Malgré cette croissance, notre Commune ne dispose toujours pas d'un cabinet médical permanent. Chacun d'entre nous connaît probablement un proche, un parent ou un voisin qui a rencontré des difficultés pour trouver un médecin de famille ou obtenir un rendez-vous dans un délai raisonnable. Cette réalité n'épargne plus aucune région du canton.

Pour les familles, les personnes âgées, les personnes à mobilité réduite et, plus généralement, pour l'ensemble de la population, l'accès à des soins de proximité constitue pourtant un service essentiel. Pourtant, si l'on considère qu'un cabinet de groupe de quatre médecins peut assurer le suivi médical de plusieurs milliers de patients, nous avons aujourd'hui l'opportunité non seulement de répondre aux besoins de la population matranaise, mais également de renforcer l'offre de soins de toute la région.

Nous avons aujourd'hui la chance que quatre jeunes médecins généralistes aient choisi Matran pour développer leur activité. Ils souhaitent s'inscrire durablement dans notre Commune et participer à l'offre de soins régionale.

Cette opportunité est rare. Si nous ne la saisissons pas aujourd'hui, rien ne garantit qu'elle se représentera demain. Ce projet n'est donc pas seulement un projet immobilier, c'est avant tout un projet de santé publique au service de la population.

3. Une aide à l'installation, pas un cadeau aux médecins

Certains pourraient se demander si la Commune est en train de faire un cadeau à des médecins privés. La réponse est clairement non. Le Conseil communal n'a pas pour objectif de financer une activité privée ou d'accorder des avantages particuliers à certains professionnels. Les médecins ne recevront aucune subvention. Ils ne bénéficieront d'aucun rabais. Ils paieront un loyer calculé selon les conditions normales du marché, sur la base des investissements réellement consentis par la Commune. Autrement dit, les contribuables ne financeront pas l'activité du cabinet médical.

Ce que nous faisons, en revanche, c'est créer les conditions qui permettent à ces médecins de s'installer à Matran pour le bien de la population. Nous mettons à disposition une infrastructure moderne, adaptée aux exigences actuelles de la médecine de groupe, comme nous le ferions pour favoriser l'implantation d'une entreprise créatrice d'emplois ou d'un service utile à la population. La différence est fondamentale : nous ne finançons pas des médecins, nous investissons dans une infrastructure de santé au service de la population.

Cette infrastructure restera propriété de la Commune et permettra aux habitants de bénéficier durablement d'un service médical de proximité. Notre objectif n'est donc pas de soutenir une activité privée. Notre objectif est de répondre à un besoin collectif.

4. Un projet aujourd'hui sécurisé

L'an dernier, nous vous présentions une intention et une étude de faisabilité. Aujourd'hui, nous sommes en présence d'un projet concret. Les études architecturales et techniques ont été réalisées, les analyses des ingénieurs civils, des spécialistes chauffage, ventilation, sanitaire et électricité ont été effectuées, les variantes ont été étudiées et les coûts ont été affinés. Mais surtout, les médecins ont confirmé leur engagement. Une promesse de bail ferme d'une durée de 25 ans a été signée avec les quatre médecins qui exploiteront le futur cabinet médical, ainsi qu'avec leurs éventuels successeurs.

Suite page 10

Cela signifie que nous ne construisons pas un cabinet médical en espérant trouver des occupants dans quelques années. Nous construisons un cabinet médical pour des professionnels qui ont déjà pris l'engagement de venir exercer à Matran. Cette différence est essentielle et réduit considérablement le risque du projet.

5. Un projet financièrement équilibré

En mai 2025, sur la base d'une étude préliminaire, nous avions présenté un coût estimatif de CHF 3'920'000.- hors valeur du terrain, avec une marge de précision de plus ou moins 25 %. C'était précisément le but du crédit d'étude que vous avez accepté : passer d'une estimation préliminaire à un projet détaillé permettant d'identifier l'ensemble des coûts réels et de revenir devant vous avec un montant fiable.

Les études détaillées réalisées depuis lors permettent aujourd'hui de disposer d'une estimation beaucoup plus précise, avec une marge réduite à environ plus ou moins 10 %. Le coût de réalisation est désormais estimé à CHF 4'900'000.- hors valeur du terrain. Cette augmentation s'explique principalement par deux facteurs :

- l'augmentation générale des coûts de construction et des matériaux observée ces dernières années;
- l'obligation légale d'exemplarité énergétique imposée aux collectivités publiques, notamment le respect des standards Minergie.

Toutefois, malgré cette augmentation, le principe d'autofinancement annoncé l'an dernier reste pleinement valable. Les loyers du cabinet médical et des quatre appartements permettront de couvrir les intérêts de l'emprunt, les frais de gestion ainsi que la constitution d'un fonds destiné à l'entretien futur des bâtiments. La Commune ne réalisera certes pas un bénéfice important sur cette opération, mais elle n'accordera pas non plus de subvention cachée. Les loyers prévisionnels ont été calculés par un spécialiste du marché immobilier fribourgeois de manière à couvrir les charges du projet et à préserver la valeur du patrimoine communal. La dépense sera financée par ses propres revenus. Le contribuable ne sera donc pas appelé à financer l'exploitation future de ce projet.

6. Valoriser enfin un patrimoine communal

Ce projet apporte une réponse à une question que notre commune se pose depuis de nombreuses années : que faire de l'ancienne école ?

- Nous aurions pu continuer à attendre.
- Nous aurions pu laisser le bâtiment poursuivre sa dégradation.
- Nous aurions également pu vendre la parcelle à un promoteur privé.

Mais aucune de ces solutions ne permettait de répondre simultanément aux besoins de la population, de préserver notre patrimoine et de maintenir la maîtrise publique de ce site emblématique. Le projet qui vous est présenté aujourd'hui permet de rénover un bâtiment protégé, de créer quatre logements, d'accueillir un cabinet médical de groupe et de redonner une fonction utile à un bien communal aujourd'hui sous-exploité. Il s'agit d'une valorisation durable de notre patrimoine, réalisée au bénéfice de l'ensemble de la collectivité.

Le Conseil communal a également examiné la possibilité d'un droit distinct et permanent (DDP). Cette solution aurait permis d'éviter un investissement communal. Toutefois, elle aurait également transféré à un investisseur privé la maîtrise d'un site stratégique du village pour plusieurs décennies. Le Conseil communal a estimé que les objectifs poursuivis, à savoir maintien d'une offre médicale de proximité, préservation du patrimoine communal, maîtrise des loyers et valorisation durable de la parcelle, étaient mieux garantis en conservant la propriété du terrain et des bâtiments.

7. Conclusion

Il est rare qu'un même projet permette de répondre simultanément à autant d'objectifs d'intérêt public. Ce projet permet :

- de préserver et valoriser un bâtiment historique appartenant à la Commune;
- d'apporter une réponse concrète à la pénurie annoncée de médecins de famille;
- de garantir à la population un accès durable à des soins médicaux de proximité ;

- de créer quatre logements supplémentaires;
- de faciliter l'installation de médecins à Matran sans leur accorder de privilège financier;
- et de réaliser un investissement financièrement équilibré qui ne pèsera pas durablement sur le contribuable.

Mais au fond, la décision à prendre ne porte pas seulement sur un bâtiment. Elle porte sur l'avenir d'un lieu emblématique de notre village. Elle porte sur l'accès aux soins pour nos familles, nos enfants et nos aînés. Elle porte sur notre capacité à saisir l'opportunité qui nous est offerte aujourd'hui par quatre médecins qui ont choisi Matran. Elle porte enfin sur notre volonté de transformer un patrimoine communal sous-utilisé en un projet vivant, utile et durable.

Quant au plan de financement, il est le suivant :

Loyers annuels	CHF	191'680.00
./. Intérêts bancaires 2,50 % sur l'emprunt	CHF	- 122'500.00
./. Fonds entretien 1.00 % sur la valeur totale	CHF	-62'580.00
Solde	CHF	6'600.00

Le Conseil communal est convaincu que cette opportunité mérite d'être saisie. Pour toutes ces raisons, nous vous demandons d'accepter un investissement de CHF 4'900'000.-, dont environ CHF 300'000.- seront dépensés en 2026, CHF 3'800'000.- en 2027 et le solde en 2028, pour la réalisation de ce projet d'avenir. Le financement sera assuré par le biais d'un emprunt.

Bernard Chassot, Vice-syndic

Cueillette des champignons

Dans le canton de Fribourg, l'art. 26 du Règlement cantonal sur la protection de la nature et du paysage précise les règles à respecter.

La cueillette de champignons à des fins domestiques ou lucratives est autorisée avec les restrictions suivantes :

- elle est limitée à une quantité de **deux kilos par personne et par jour**, toutes espèces confondues;
- elle est autorisée uniquement de 7 à 20 heures.

Ces restrictions ne s'appliquent pas dans les jardins et vergers situés à proximité des habitations; le Service peut en outre accorder des dérogations pour les besoins de la formation ou de la recherche.

Par ailleurs, certaines espèces sont protégées par l'Ordonnance fédérale sur la Protection de la Nature et du Paysage. Il est donc formellement interdit de les ramasser (https://www.vapko.ch/index.php/fr/protection-des-champignons/liste-des-especes-protegees).

M. Alain Müller se tient, à titre entièrement gratuit, à la disposition des citoyens de notre commune pour contrôler votre cueillette, sur rendez-vous téléphonique, à son domicile de Belfaux, chemin du Rialet 3a.

Egalement, il organisera une sortie de terrain afin de mieux comprendre les champignons, le samedi 3 octobre 2026, de 13 h à 15 h. Le nombre de participants est limité à 16 personnes.

Les inscriptions peuvent se faire directement auprès de M. Müller, par e-mail, alainmueller@hotmail.com. Le lieu exact sera communiqué lors de la confirmation d'inscription.



Fête du 1er août à Matran

Chères Citoyennes, chers Citoyens,

Cette journée du 1er août est l'occasion de rendre hommage à notre histoire et nos traditions.



Nous remercions Monsieur Michel François, Responsable de l'équipe socio-éducative de la Maison de formation et d'intégration – Caritas qui a prononcé un discours remarquable et a su mettre en valeur avec justesse quelques-unes des valeurs fondamentales qui façonnent notre pays et notre vie en communauté : la solidarité, la liberté, la démocratie, le respect et, plus largement, l'importance du vivre-ensemble.

Un tout grand MERCI à toutes les personnes qui ont œuvré pour la belle réussite de cette fête. Nous pensons en particulier à nos équipes de la voirie et de l'administration, à notre Société de Jeunesse et à la commission Matr'évènement.



Les diverses animations ont occupé les petits et grands durant une bonne partie de la soirée.

Enfin, nous tenons à vous exprimer, chères Citoyennes, chers Citoyens, nos remerciements pour votre participation, votre enthousiasme et votre bonne humeur lors de cette belle fête.

Simon Gabaglio, Conseiller communal







